“ quelque Evêché titulaire, quelque droit et faculté qu'il
“ eût de nommer à cet Evêché dans lequel le suffragant
“ est établi ! ” *Diximus autem ut supplicet Pontifici :*
“ *propterea quod nemini jus est et auctoritas nominandi vel*
“ *presentandi aliquem ut suffragamus fiat, utque titulum*
“ *obtineat alicujus Episcopatus titularis, quantumvis eidem*
“ *jus et facultas competeret nominandi et presentandi ad*
“ *eum Episcopatum in quo suffragamus constituitur.* ”

Et il paraît que ce point de Discipline était reçu en France. Car quand on y annonçait, dans les papiers publics, quelque nouvel Evêque Diocésain, on marquait que le Roi avait nommé à tel Evêché M. L'Abbé un tel, à qui le Pape avait accordé ensuite ses Bulles ; mais quand il s'agissait d'un Evêque Auxiliaire, on ne faisait pas mention du Roi, mais du Pape. C'est ce qui se pratique actuellement où Louis XVIII exerce les mêmes droits à cet égard que ses prédécesseurs. Ainsi dans l'Ami de la Religion du 27 Décembre 1823. il est dit ; “ Le St. Père
“ a nommé M. l'Abbé Dupont à l'Evêché *in partibus* de
“ Samosate. Ce jeune Ecclésiastique était Conclaviste
“ de M. le Cardinal de la Fare, et son Grand Vicairé à
“ Sens, où il exercera désormais les fonctions de Suffra-
“ gant.” Au reste, s'il était vrai que la chose eût eu lieu
ci-devant en France, pour les Auxiliaires ; c'est à ceux
qui l'avancent, à le prouver ; les preuves qu'on en a ap-
portées ne regardant que les Evêques titulaires des diffé-
rents Diocèses de France ou leurs Coadjuteurs *cum fu-*
tura successione.

Maintenant, quand un Evêque Auxiliaire était nommé par le Pape Vicairé Général d'une partie d'un Diocèse, ou d'un Diocèse entier, était-il nécessaire en France que le Roi y donnât son consentement ; c'est ce qu'il faudrait pareillement prouver.

D'ailleurs, en France, le Gouvernement voulait voir et examiner les Bulles et autres Rescrits de Rome pare